

## **Apports du numérique au cycle de vie des documents papier : les documents scientifiques dans le réseau universitaire français**

Chérifa BOUKACEM-ZEGHMOURI  
Chercheur associé Laboratoire URSIDOC – Université Lyon 1

### **Résumé :**

Cet article s'inscrit dans la suite d'un travail de thèse qui s'est intéressé à l'évolution de l'accès à l'information scientifique dans le réseau universitaire français, et ce de 1975 à 2000. En tenant compte de la spécificité du réseau français et de la diversité de ses publics, nous proposons de nous pencher sur l'intégration des ressources électroniques dans les fonds des bibliothèques universitaires et de l'impact de cette intégration sur les collections traditionnelles papiers. Notre méthode de travail a une double démarche, qualitative et quantitative. Les résultats obtenus ont montré que l'intégration des ressources électroniques a permis de donner plus de visibilité aux collections papiers et de prolonger leur cycle de vie.

### **Mots Clés :**

Collections papiers/collections électroniques/bibliothèques universitaires/prêt entre bibliothèques/fourniture de documents.

Le réseau de la circulation des documents scientifiques en France est organisé autour de deux pôles, l'Institut de l'Information Scientifique et Technique (INIST)<sup>1</sup> et le réseau national des bibliothèques universitaires. Notre article, qui s'inscrit dans la continuité de nos travaux de thèse (Boukacem, Chérifa, 2004), va s'intéresser exclusivement à la circulation des documents dans les Bibliothèques Universitaires (BU) françaises.

Dans ce cadre, nous nous sommes intéressées à l'évolution de l'accès aux documents scientifiques, par le biais de l'analyse de l'évolution des activités des services de prêt entre bibliothèques (PEB) dans les BU françaises, et ce de 1975 à 2001<sup>2</sup>. Les services de prêt entre bibliothèques – réservés à un public de chercheurs – proposent deux types d'activités, destinées à compléter les fonds locaux des bibliothèques : d'une part le prêt ou l'emprunt de documents physiques, d'autre part la fourniture de reproductions. La première activité concerne les ouvrages,

---

<sup>1</sup> <<http://www.inist.fr>> [février 2007].

<sup>2</sup> En raison de la disponibilité des données, notre travail initialement limité à 2000 a pu s'étendre à l'année 2001.

les thèses, les traités, etc. La deuxième activité concerne les articles de périodiques ou chapitres d'ouvrages.

À partir de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, à mesure que le volume et le prix de la documentation scientifique augmentaient, mettant à mal les politiques et les budgets d'acquisition des BU, le rôle des services de PEB s'affirmait dans la politique documentaire des bibliothèques. Lorsque ces dernières se sont constituées en réseau et qu'elles ont mis en place des collections partagées, les services de PEB ont permis – à l'aide des catalogues collectifs – la consultation à distance de ces fonds communs. Les services de PEB ont ainsi complété les fonds locaux des bibliothèques.

Aussi longtemps que la documentation scientifique n'a été que sur support papier, l'augmentation des activités des services de PEB d'une bibliothèque s'interprétait comme la pertinence de ses collections. Or, à partir de 1994-1995, avec le déploiement des ressources électroniques et leur intégration progressive dans les collections des BU françaises, les activités des services de PEB, à l'échelle nationale française, ont présenté une baisse régulière. Dans la suite de ce raisonnement, cette baisse, qui se confirme à ce jour, marque la perte de vitesse de la pertinence des collections papiers.

Traditionnellement, les bibliothèques ont une mission de médiation. En faisant la sélection et l'acquisition de documents, elles constituent des collections organisées et cohérentes qu'elles mettent en relation avec des publics identifiés. La consultation des collections par ces publics permet à la mission de médiation des bibliothèques de se réaliser. Or, voilà que les collections de ces mêmes bibliothèques semblent être contournées, au profit d'un accès en ligne à la documentation scientifique. La baisse des activités des services de PEB, essentiellement articulées autour des repères physiques de la documentation papier, constitue le symptôme le plus significatif de ce contournement.

Dans ce qui suit, nous souhaiterions nous pencher sur l'impact du déploiement puis sur celui de l'intégration des collections électroniques sur les collections papier des bibliothèques. À l'aide de données quantitatives et qualitatives exposées plus loin, notre but est de savoir si l'on doit parler de concurrence ou de complémentarité entre les deux types de collections et d'identifier quels sont les domaines où cette complémentarité ou cette concurrence se produisent. En d'autres termes, il s'agit de se demander si le numérique représente une menace ou bien un apport au cycle de vie des documents papiers.

Répondre à ce double questionnement va nous permettre de repousser les limites des résultats de notre travail de thèse et d'aller plus loin dans l'analyse d'une période significative de l'histoire des BU françaises.

## À propos de méthode

Pour analyser les activités d'un service sous l'angle de son évolution, notre méthodologie s'est déclinée en deux étapes, l'une d'ordre quantitative, l'autre d'ordre qualitative.

### Une première étape quantitative

Les données chiffrées sont essentielles pour aborder des activités quantifiables, telles que le prêt entre bibliothèques et la fourniture de documents. La première étape de notre méthodologie a donc consisté à recueillir les données quantitatives relatives aux flux de demandes émises et de demandes reçues enregistrées par les BU. Le recueil de données s'est réalisé sur la tranche chronologique la plus longue possible, à des fins d'exploitation.

Les données relatives aux activités des services de PEB sont publiées dans l'annuaire des bibliothèques universitaires françaises qui publie annuellement les résultats de *l'Enquête statistique générale des bibliothèques universitaires* (ESGBU). Les annuaires fournissent le nombre de demandes émises et le nombre de demandes reçues par BU, et donnent le total de ces demandes. Cependant, ces données présentent des limites : elles restent globales et ne renseignent ni sur le domaine, ni sur la nature de l'activité (proportion des prêts physiques d'avec celle des reproductions).

Seules des indications de pourcentages globaux sont fournis par les annuaires : en STM, le pourcentage est de 80 % de fourniture de documents et de 20 % de prêt entre bibliothèques ; en SHS, le pourcentage est de 40 % fourniture de documents contre 60 % prêt entre bibliothèques<sup>3</sup>. Enfin, au niveau national et toujours selon les indications des annuaires, la proportion de la fourniture de documents est de 80 % contre 20 % de prêt entre bibliothèques.

Ainsi, à partir de ces données, il a été possible de reconstituer l'évolution des activités des services de PEB comme le montre la figure 1, ci-dessous, et ce de 1975 à 2001. En abscisses, figurent les années et en ordonnées le nombre de transactions. La figure 1 est constituée de deux courbes : les demandes émises et les demandes reçues. Elle a permis de proposer un premier canevas d'interprétation de l'évolution globale nationale, sur la base duquel, nous avons pu proposer une première analyse, globale.

---

<sup>3</sup> Ces données sont fournies par les annuaires des BU de 1988 à 2001.

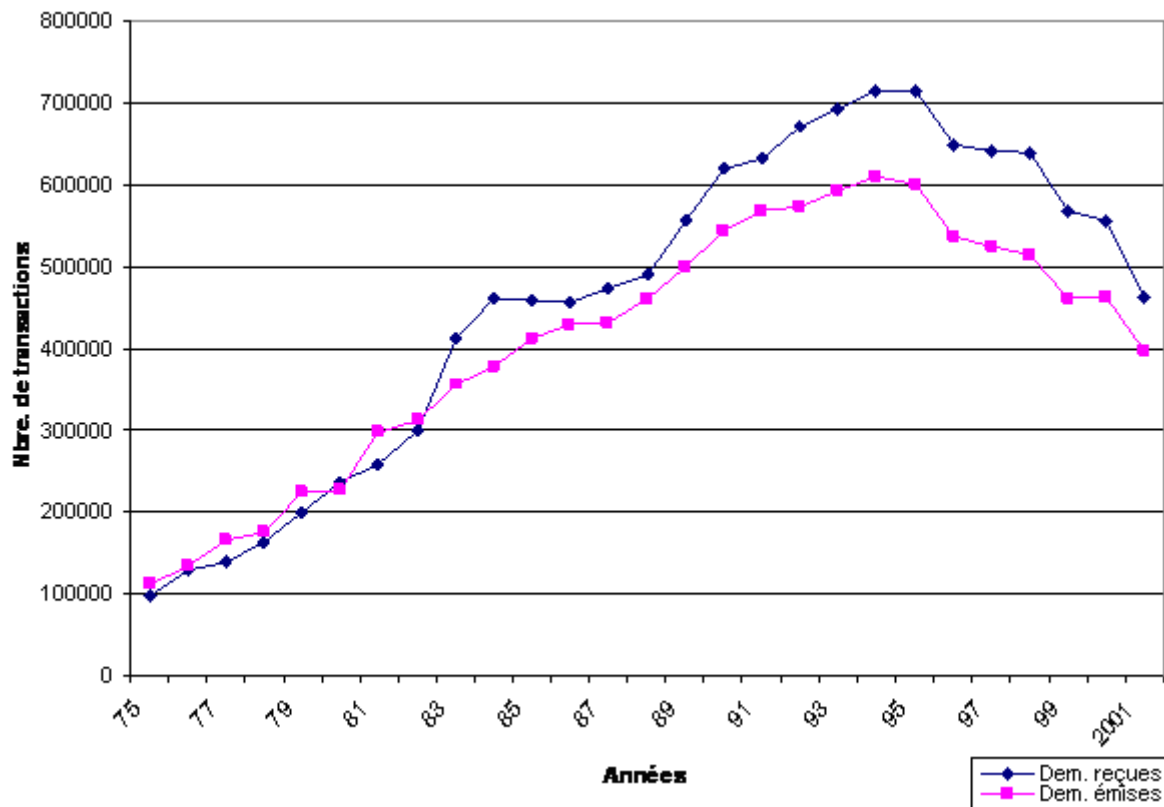


Figure 1 : Évolution nationale française des activités des services de PEB, de 1975 à 2001

Une deuxième analyse, plus approfondie et plus limitée dans le temps, a pu être proposée grâce à de nouvelles données quantitatives fournies par l'Agence Bibliographique pour l'Enseignement Supérieur (ABES). Ces données recouvrent une période de six années, de 1994 à 1999. Elles concernent le nombre de demandes émises et le nombre de demandes reçues par les BU (activités de prêts et de reproductions confondues), selon le découpage de l'organisation administrative des BU françaises par section :

- La santé (fédération de disciplines médicales).
- Les sciences et techniques.
- Le droit, les sciences économiques et la gestion – DSEG.
- Les lettres, les sciences humaines et sociales – LSHS.

Compte tenu des nouvelles données liées à cette période circonscrite, il a été possible de comparer l'évolution des activités des services de PEB, entre sections, et donc entre grands domaines. Ce travail, réalisé sur une période qui comprend le déploiement des ressources en ligne sur le Web et leur intégration progressive dans les fonds des BU, a été particulièrement significatif pour notre travail d'analyse.

## Une deuxième étape qualitative

La deuxième étape de notre méthodologie de travail a été d'apporter un complément qualitatif au préalable quantitatif décrit ci-dessus. Pour ce faire, un échantillon d'une quarantaine de BU françaises a été constitué, toutes sections confondues, réparties sur tout le réseau universitaire français. Des entretiens semi-directifs ont été menés avec les responsables des services de prêt entre bibliothèques de ces BU. Les données qualitatives recueillies directement de notre terrain ont fait l'objet d'une analyse thématique prise en compte dans notre raisonnement pour construire notre démonstration.

## Analyser une activité en évolution

L'angle d'analyse que nous avons choisi pour répondre à notre problématique est celui de l'évolution des activités d'un service. Cette approche rejoint les travaux de David Brown (1996) dans son ouvrage *Electronic publishing and libraries: planning for the impact and growth to 2003*. Brown propose une analyse de la circulation des documents dans son approche dynamique et évolutive ; il identifie huit stades :

- le prêt entre bibliothèques ;
- la fourniture de documents ;
- les bases de données en ligne commerciales ;
- les services de veille ;
- les services de fourniture à la demande ;
- les éditeurs de revues primaires ;
- la documentation personnalisée ;
- les revues électroniques.

Chacun de ces stades identifie un modèle d'accès aux documents. Les activités de prêt entre bibliothèques et de fourniture de documents, s'inscrivent dans la trajectoire d'évolution de l'organisation de la circulation des documents scientifiques et constituent les tout premiers stades de cette trajectoire.

Appliquée sur notre terrain, la grille proposée par Brown va s'articuler autour de deux périodes identifiées sur la figure 1. La première croissante va de 1975 à 1994 et est liée à la circulation des documents papiers. La seconde, décroissante va de 1995 à 2001 et comprend l'accès en ligne aux documents dématérialisés.

## De 1975 à 1994 : collections et bibliothèques

Cette première période est caractérisée par une augmentation annuelle moyenne des flux de l'ordre de 25 % pour les demandes émises et de 38 % pour les demandes reçues. En observant la figure 1, nous pouvons distinguer trois accélérations provoquées par des réalisations documentaires dans le réseau universitaire français :

- La première intervient en 1980 et correspond à la mise en place des Centres d'Acquisition et de Diffusion de l'Information Scientifique et Technique (CADIST). Cette mesure vient au secours des bibliothèques, mises en difficulté par un contexte économique difficile, fait d'insuffisances budgétaires et d'augmentation des coûts de la documentation. Des BU aux fonds riches et spécialisés ont accédé au statut de CADIST et ont reçu des subventions pour constituer des pôles documentaires spécialisés qui acquièrent et diffusent la documentation scientifique étrangère, celle-ci étant la plus onéreuse. Les CADIST ont constitué la première structure identifiable d'acquisition partagée, de PEB et de FDD en France. La mise en relation, en complémentarité et donc en dépendance des fonds qui en a résulté a tout naturellement favorisé l'augmentation des flux de prêt entre bibliothèques et de fourniture de documents.
- La deuxième accélération intervient en 1983 et se prolonge jusqu'en 1985. Elle correspond d'abord au lancement du CCN-PS (Catalogue Collectif National des Publications en Série) en 1983. En 1985, les Services Communs de Documentation (SCD) sont venus s'ajouter aux structures précédentes pour remédier à la dispersion documentaire née d'une organisation morcelée des campus, composés de BU et d'unités de recherche spécialisées, le plus souvent des bibliothèques de laboratoires de petite taille relevant d'organismes multiples. Les SCD œuvrent dans le cadre d'une politique documentaire de coordination (dont les services de PEB peuvent faire partie) et se mobilisent pour une mutualisation des budgets d'acquisition.
- La troisième accélération intervient en 1989, avec le lancement du Pancatalogue (catalogue collectif des monographies) en 1989, du catalogue collectif des thèses disponible sur CD-Rom, Télé-Thèses<sup>4</sup> et la mise en place de la messagerie Peb-Net en 1992 par l'ABES.

La croissance des activités des services de PEB dans la première période de la figure 1 se traduit également par l'affirmation des technologies informatiques qui ont mené les BU à un travail de coopération formalisé par l'infrastructure réseau. Le catalogage en réseau avec OCLC (Online Computer Library Center) en est certainement l'un des exemples les plus évidents. Par ailleurs, la

---

<sup>4</sup> Les trois catalogues collectifs ont été fusionnés dès 1999 dans le SUDOC (Système universitaire de documentation) accessible par une interface web (<http://www.sudoc.abes.fr> [février 2007]).

banalisation des bases de données sur Cd-Rom et en ligne (Medline, Inspec, Pascal...) a contribué dans une large mesure à faire connaître une offre documentaire non disponible dans les murs de la bibliothèque, mais qui le devenait par le biais de la fourniture de documents. En outre, pendant cette période, les tarifs de consultation des bases de données en ligne diminuaient. La croissance a pu ainsi continuer grâce à une offre de bases de données plus riche et une souplesse d'utilisation obtenue avec la technologie client-serveur. Enfin, la croissance des activités des services de PEB sur cette période a également été liée à l'exacerbation de la crise de l'édition périodique scientifique : les budgets insuffisants, les désabonnements, l'inflation des prix d'abonnements, sont autant d'ingrédients qui ont mené à une « spirale infernale », qui a eu pour entre autres effets de faire exploser l'activité de fourniture de documents.

### **De 1995 à 2001 : contournement des bibliothèques**

La seconde période de l'évolution globale des activités des services de PEB est caractérisée par une baisse annuelle moyenne de l'ordre de 24 % pour les demandes émises et de 28 % pour les demandes reçues. Plusieurs facteurs concourent à expliquer ce que nous considérons comme un abandon des fonds des bibliothèques par les usagers, au profit d'un accès en ligne à des ressources électroniques.

- D'abord, des facteurs d'ordre économique, qui ont joué le rôle d'amorce à la baisse nationale. A partir de 1995 et 1996, en réaction à la croissance des activités des services de PEB de la période 1975-1994, les BU ont augmenté les tarifs des activités des services de PEB afin de faire face aux frais croissants de la demande d'une part, et d'autre part pour tenter de freiner celle-ci. L'augmentation de ces tarifs n'a pas été homogène dans le réseau. Certaines BU ont vu leurs usagers réduire le nombre de leurs demandes par mesure d'économie.

En outre, en 1996, les prêts n'ont plus bénéficié de la franchise postale jusque-là pratiquée. Les répercussions de cette disparition et la tarification instaurée ont davantage touché les BU des sections LSHS et les sections DSEG, en raison de l'activité majoritaire de prêt entre bibliothèques. Ajoutons que dans ces domaines, les chercheurs ne bénéficient pas des mêmes moyens que leurs collègues des STM ; ils financent le plus souvent leurs recherches documentaires sur leurs propres deniers.

- Ensuite, des facteurs gestionnaires qui ont essoufflé le service. Devant l'ampleur de l'augmentation des flux sur la première période de la figure 1, les services de PEB ont continué à fonctionner avec les mêmes moyens matériels et humains. Certaines bibliothèques CADIST ont pu recruter du personnel vacataire pour les périodes de pointe, mais cela est resté assez exceptionnel dans le réseau. Cette situation a surtout mis à mal les délais de traitement des demandes et d'envois des

documents qui se sont considérablement allongés, passant parfois de 24 heures à plus de 72 heures. La baisse est également liée à une saturation des services de PEB.

- Enfin, la baisse est exacerbée par un contexte documentaire renouvelé par le Web et le numérique. En regard du renouvellement du contexte documentaire par le déploiement de ressources électroniques scientifiques sur le Web (principalement des périodiques), la deuxième période de la figure 1 est particulièrement significative. En effet, avec l'arrivée du Web au début des années 1990, les potentialités d'une diffusion des résultats de la recherche en ligne ont rapidement été entrevues. Certaines communautés des sciences fondamentales, dont les pratiques renoncent à une médiation éditoriale, ont réorganisé leur processus de communication scientifique autour du Web, l'objectif étant d'améliorer les délais de diffusion.

Du côté des éditeurs, on assiste à un mouvement de concentration horizontale dans le secteur de l'édition commerciale. Le rachat de la maison Pergamon par Elsevier marque au milieu des années 1990 le début d'un phénomène de fusions, de concentration et de rachats. Ce mouvement a réduit considérablement le nombre des éditeurs, et augmenté le pouvoir et la marge de manœuvre de mastodontes, tels qu'Elsevier. Un mouvement de concentration verticale s'ensuit : les éditeurs, acteurs monopolistiques de la diffusion de l'information, ont eu pour stratégie le contrôle de la chaîne de diffusion, jusqu'au lecteur, afin de s'assurer un maximum de bénéfices. Pour ce faire, une stratégie éprouvée en économie des marchés est engagée pour réduire les intermédiaires et passer à une diffusion directe à l'utilisateur final (Chartron, G., 2002).

Les partenariats redoublent auprès de fournisseurs de documents, de producteurs et serveurs de bases de données pour intégrer de nouveaux rôles, de nouvelles fonctions, de nouvelles compétences et proposer à l'utilisateur final une gamme complète de services. Cette convergence des acteurs vise aussi à proposer des données factuelles, bibliographiques et du texte intégral, à la fois. Pourtant, le rapport de force penche davantage pour les éditeurs. L'économie de l'édition électronique qui se met en place donne le jour à des produits tels que « ScienceDirect<sup>5</sup> » d'Elsevier qui intègre dans une seule interface des services documentaires et des services éditoriaux, en vue d'une diffusion de l'information directe à l'utilisateur.

En outre, face aux augmentations des prix des abonnements, les bibliothèques ne connaissent pas d'augmentations budgétaires corollaires. Il en résulte qu'elles ont des difficultés à reconduire leurs abonnements et sont souvent acculées au désabonnement. De fait, le

---

<sup>5</sup>. <<http://www.sciencedirect.com>> [février 2007].



contournement prend effet. La baisse des activités des services de PEB en est le symptôme le plus représentatif.

En France, 1995 est l'année où officiellement Internet est introduit dans les bibliothèques universitaires françaises (Van Dooren, B., 2000). Les premières ressources électroniques font timidement leur apparition sur les sites Web des BU françaises, le plus souvent des BU STM et CADIST. À mesure que l'offre en ligne s'étoffe et se structure, les bibliothèques font connaissance avec un nouveau type de documents, dont le support dématérialisé leur ouvre de nouvelles perspectives de diffusion, mais dont l'économie remet en question la stabilité des modèles établis.

À l'instar des bibliothèques nord-américaines, le consortium s'est imposé en France comme une réaction aux dérives de la politique éditoriale. La volonté de sa mise en place s'est clairement inscrite dans le projet des bibliothèques de continuer à s'affirmer comme des médiatrices, mettant en relation des collections et des usagers. Le dispositif du consortium permet de mutualiser les budgets des bibliothèques pour acquérir davantage de ressources documentaires. Par ce biais, les bibliothèques améliorent leurs couvertures documentaires et proposent à leurs usagers des fonds hybrides : les collections électroniques côtoient les collections papiers. Elles tentent de parer à leur contournement.

Toutefois, pour appréhender l'impact d'une intégration massive des catalogues des éditeurs sur les collections papier, notre analyse doit prendre en compte le caractère « segmenté » du réseau universitaire français, à savoir son organisation administrative par sections ou par grands domaines. Il serait en effet imprudent d'avancer des interprétations et des explications globales. Dans ce qui suit, nous allons donc tenir compte de l'approche disciplinaire pour pondérer notre analyse.

## **La nécessité d'une segmentation**

Pour interpréter les courbes d'évolution des activités des services de PEB par section, nous allons faire appel à deux variables : la première est l'intégration des ressources numériques dans les fonds des BU. La seconde est la pertinence de cette intégration pour les publics à qui elle s'adresse ; en d'autres termes l'appropriation de ces ressources. À travers une littérature professionnelle et de recherche ainsi que de notre analyse de terrain, les deux variables seront traitées sous l'éclairage du réseau universitaire français.

## **Intégration des collections électroniques dans les fonds des BU**

Le Consortium Universitaire de Périodiques Numériques (Couperin)<sup>6</sup> est le consortium le plus important en France, en termes de couverture documentaire. Mis en place le 1<sup>er</sup> juin 1999, il n'est pas le premier pas vers l'intégration de la documentation au sein de l'université française. Les premiers groupements ont été thématiques et fondés sur une assise locale à l'échelle d'un campus (Nice) ou d'une ville (Aix-Marseille pour Science Citation Index) [FRES99]. C'est donc la démarche multidisciplinaire et nationale de Couperin qui lui confère cet impact et ce rôle moteur. Il renforce le cœur des collections des BU tout en les étoffant pour les disciplines en marge. Les usagers prennent donc conscience d'une offre jusque-là méconnue.

Couperin a eu un rôle moteur pour l'intégration des collections électroniques, particulièrement les périodiques en ligne. Ces derniers sont en acquisition croissante : les résultats de l'enquête sur les ressources électroniques pour l'année 2001 <<http://www.sup.adc.education.fr/bib>>, repris dans l'annuaire des bibliothèques universitaires de la même année montrent que le nombre des titres de périodiques en ligne dans le réseau universitaire français a augmenté de 148 % depuis 1998. De façon corollaire, les dépenses documentaires sont en augmentation croissante avec plus de 82 % entre 1998 et 2001 avec 19,4 % d'augmentation chaque année pour les périodiques (MENRS, 2003). Toutefois, l'intégration de ces ressources n'est pas homogène dans le réseau :

### **Intégration dans les sections STM**

L'offre de Couperin a d'abord été une offre destinée aux BU scientifiques. Ceci s'explique par le fait que ce sont des BU scientifiques qui ont été à l'origine de cette initiative. À mesure que d'autres BU rejoignaient Couperin, les négociations s'accéléraient pour de nouveaux produits (bases de données, littérature grise...). Les BU des sections santé, ont rapidement suivi et la couverture documentaire a atteint 1200 périodiques en ligne pour 2001. Les bases de données, telles que Medline pour la santé ou Inspec pour la Physique sont négociées au même titre que les bouquets de revues.

Les BU des autres sections, ainsi que des institutions documentaires non universitaires ont rejoint Couperin lui donnant ainsi un caractère pluridisciplinaire. Toutefois, aujourd'hui son offre de l'ordre de plus de 2000 titres<sup>7</sup>, favorise principalement les fonds des bibliothèques de section STM (Okret-Manville, Christine, 2002).

Par ailleurs, le personnel des services de PEB de ces sections consacre plus de temps à des tâches de formation à la recherche d'information, et s'investit dans la mise en place de sites web. Il

---

<sup>6</sup>. <<http://www.couperin.org>> [février 2007].

<sup>7</sup>. <<http://www.couperin.org>> [février 2007].

s'agit de mettre en valeur les spécificités et les richesses de leurs collections ainsi que leurs services.

### **Intégration dans les sections LSHS**

L'enquête annuelle sur l'acquisition des ressources électroniques révèle que davantage que les périodiques, ce sont les bases de données bibliographiques sur Cd-Rom – principalement l'histoire et les sciences de l'éducation<sup>8</sup> – qui sont acquises par les bibliothèques des sections LSHS. L'offre du consortium Couperin pour les LSHS est très marginale. Elle est sans doute à l'origine de mobilisations vers l'offre du consortium Chadwyck-Healey de Bell & Howell qui s'adresse spécifiquement aux LSHS. Son offre est venue renforcer les ressources de ces domaines dans les bibliothèques françaises. Mis en place en mars 2001, il donne accès à des bases de données anglo-saxonnes et européennes (Okret-Manville, C., 2002).

À ce jour, les ressources électroniques intégrées aux collections des BU LSHS restent faibles. Ceci s'explique pour une grande partie par la modestie de l'offre. Cette dernière est majoritairement internationale, à dominante anglo-saxonne. Du côté francophone, entre la Belgique, la France, la Suisse et le Canada, c'est ce dernier qui présente l'offre la plus importante (De Brito, M., 2001).

Le secteur de l'édition LSHS présente des caractéristiques propres, relatives au contexte social particulier dans lequel elles évoluent. Dans une certaine mesure, elles concourent à expliquer le retard, la lenteur et la modestie de l'offre de ressources en ligne. Il faut d'abord considérer le déficit éditorial : les analyses globales pointent le désintérêt des grands éditeurs commerciaux pour les LSHS. Ceci s'explique par l'étroitesse du lectorat qui s'oriente davantage vers l'ouvrage, vecteur majeur de publication d'un savoir abouti et quasi-intégral de la question abordée. L'édition de revues électroniques présente donc un potentiel économique moindre pour les grands acteurs de l'édition commerciale (Walford, L., 1998). Ils préfèrent investir les champs les plus porteurs, ce qui se traduit par l'offre STM massive qu'a pu connaître le marché ces dernières années. Les LSHS restent donc le parent pauvre de leurs portefeuilles. Chez les petits éditeurs, la crainte d'une absence de retour sur investissement ne favorise pas leur engagement dans la voie de l'édition numérique (Walford, L., 1998) (Clément, C., 2000).

En outre, malgré une évolution de l'offre de périodiques, une mise à jour de l'étude de Claire Lepeutrec (Lepeutrec, C., 2000) réalisée autour des périodiques électroniques en SHS a permis d'observer qu'un certain nombre des titres recensés avaient disparu. Les bases de données bibliographiques et les index quant à eux continuent leur évolution progressive.

---

<sup>8</sup> <<http://www.sup.adc.education.fr/bib/>> [février 2007].

En revanche, la numérisation rétrospective de fonds patrimoniaux va peu à peu s'imposer dans le panorama de l'offre numérique LSHS. En partenariat avec les sociétés savantes, les bibliothèques anglo-saxonnes se sont investies dans des projets de numérisation rétrospective de périodiques dès la première moitié des années 1990. Ces projets bien avancés ou achevés, marquent l'avancée anglo-saxonne sur le terrain français, entre autres. Les deux exemples les plus connus sont :

- MUSE<sup>9</sup>, projet d'origine publique, fondé en 1995 par la John Hopkins University Press. Son antériorité remonte à 1996. Son portefeuille compte plus de 150 revues en LSHS. L'impact de MUSE sur le milieu des bibliothèques est celui de les avoir interpellées sur la place de l'édition académique à travers le support dématérialisé.
- JSTOR<sup>10</sup> (Journal Storage) initiative, à but non lucratif, mise en place en janvier 1997 par la Fondation Andrew Mellon. JSTOR donne accès à plus d'une centaine de périodiques en LSHS (Alison, Murphy, 2000), dont l'antériorité remonte dans certains cas jusqu'en 1900.

En France, CEFAEL<sup>11</sup> s'intéresse exclusivement aux ouvrages. C'est un projet à l'initiative de la bibliothèque numérique de l'École Française d'Athènes (EFA). Il propose l'accès à l'ensemble des ouvrages publiés par l'EFA depuis 1877, soit 500 volumes. Au vu de la diversité des partenaires (EFA, Maison de l'Orient et de la Méditerranée, CINES, etc.), CEFAEL est un projet collaboratif. C'est aussi un projet interdisciplinaire car il intègre une dimension scientifique et technique liée à son déploiement et à ses acteurs ; ceci le distingue des autres projets à orientation SHS, tels que JSTOR.

### **Intégration dans les sections DSEG**

En DSEG, à l'instar des LSHS, on subit à la fois les contrecoups de la crise éditoriale en STM et celle moins sensible des autres domaines. L'analyse des entretiens a révélé que les BU provinciales des sections DSEG se sont vues parfois réduire leurs dépenses documentaires pour aider les bibliothèques des sections STM à faire face à la crise inflationniste. C'est pourquoi, rejoindre un consortium national ou se constituer en consortium thématique a fait partie des perspectives évidentes de nos interlocuteurs. Leur discours s'est appuyé sur un raisonnement économique destiné à faire face aux coûts de la documentation par une fédération de ressources et un regroupement de moyens. Rapidement, après la création de Couperin en 1999 qui avait encore à cette époque un caractère scientifique, le Ministère a annoncé sa volonté de créer un consortium d'acquisition de bases de données et de Cd-Rom, dont le projet a été confié à deux CADIST

---

<sup>9</sup>. <<http://muse.jhu.edu/>> [février 2007].

<sup>10</sup>. <<http://www.jstor.org>> [février 2007].

<sup>11</sup>. <<http://cefael.efa.gr>> [février 2007].

pilotes : Cujas (Droit) et Dauphine (Sciences économiques et gestion). Les négociations réalisées ont permis de compléter l'offre pluridisciplinaire en ressources appropriées pour le groupement des sections DSEG.

En économie, la Base ABI Inform (Proquest Information & Learning), incontournable en gestion, a fait l'objet d'un regroupement d'achat. Elle permet la consultation des sommaires de 1500 revues et offre le texte intégral de 800 titres dont l'antériorité peut remonter jusqu'en 1987 (Perol-Isaacson, Dominique, 2002). En Droit, les bases Lamyline, Jurisfrance, Doctrinal et Lexbase ont été négociées par la bibliothèque de Cujas. Un groupe de pilotage a été créé pour regrouper le bassin parisien et la province. La négociation des tarifs s'est faite au nombre des bibliothèques adhérentes. L'exemple des sections DSEG montre le rôle actif dont ont fait preuve les bibliothèques CADIST pour l'intégration des ressources électroniques dans le réseau universitaire.

### **Appropriation des ressources électroniques**

L'intégration des ressources électroniques dans les sections universitaires doit être abordée dans le sens de sa pertinence pour les publics à qui elle s'adresse. L'usage ou le non-usage est un facteur révélateur de cette pertinence. Il aiguille les politiques documentaires des bibliothèques pour freiner ou renforcer l'intégration des ressources électroniques dans leurs collections.

#### **Appropriation dans les sections STM**

La synthèse réalisée par Annaïg Mahé en 2001 concernant les usages en STM, nous informe que jusqu'en 1992, les premières études réalisées faisaient état d'un non-usage des ressources électroniques par ces publics. Ceci est lié à un attachement au papier et à une offre limitée.

En revanche, à partir de 1994-1995, de nombreuses études réalisées autour de ces disciplines trouvent matière à observation et à analyse. L'offre de ressources électronique, particulièrement de périodiques, connaît une évolution croissante. Elle va par la même occasion permettre à ses publics de développer de nombreux usages.

Pour les publics des sections STM, les sources consultées dans le cadre de leur activité de recherche sont majoritairement composées d'articles, qu'ils identifient le plus souvent grâce aux bases de données. Ces dernières sont des outils d'identification très prisés par les publics de 3<sup>e</sup> cycle des sections STM. Souscrites par les bibliothèques, elles proposent depuis 1995-1996 du texte intégral. Des formations organisées par les personnels des services de PEB aident les usagers à utiliser ces outils pour leur activité de recherche d'information. En outre, la disponibilité en ligne des bases de données permet aux usagers de les consulter à partir de leur bureau. On peut sans doute considérer que les bases de données ont constitué pour les publics STM l'un des premiers facteurs incitatifs à une migration sur le Web.

Cette « migration » des chercheurs a été exacerbée par l'augmentation des tarifs des services du PEB. La gratuité du Web, la possibilité – réelle ou factice – de retrouver des documents scientifiques sur la toile que l'on pouvait imprimer « d'un clic de souris » a été une raison significative pour que le public STM se détourne des services de PEB.

En regard du changement du rapport des publics STM à la recherche bibliographique, leur recours aux prestations de fourniture de documents semble s'orienter encore plus vers une documentation périodique anglo-saxonne. La caractéristique anglo-saxonne dominante au Web – au moins à ses débuts – et la caractéristique tout aussi dominante de l'offre de ressources en ligne des éditeurs, concourent à expliquer cet intérêt accru des publics STM pour la documentation étrangère qui dispose d'une version électronique.

### **Les sections LSHS**

Les études d'usages réalisées autour des domaines LSHS sont tardives, peu nombreuses et souvent amalgamées à celles en DSEG. Ce constat est la conséquence de la modestie et de la lenteur de progression de l'offre des ressources électroniques en LSHS.

Les périodiques en ligne, disponibles à la fin des années 1990 n'ont pas été l'objet d'une demande comparable à celle de la demande des périodiques en ligne en STM. Les pratiques informatives des publics des sections LSHS (pérennité de l'information, le cadre solitaire de la recherche, le rayonnement limité le plus souvent au contexte national) ne sont pas étrangères à l'inertie et au retard qui qualifient leurs usages autour des ressources électroniques. Le comportement des publics de ces sections vis-à-vis des ressources électroniques à leurs débuts peut se résumer globalement à une méconnaissance, une défiance et un refus d'usage. Ce constat a été conforté par des études faites sur un public des LSHS (Pernoo-Beccache, M., 2002).

Parmi les raisons identifiées pour analyser plus finement ce non-usage, les études pointent l'incompétence des chercheurs, leur défiance vis-à-vis de travaux autopubliés, la difficulté de lecture à l'écran, l'absence de raison d'usage et leur attachement presque viscéral au papier<sup>12</sup>. Toutefois, il faut ajouter que le malaise des chercheurs des sections LSHS s'explique aussi par une offre peu émergente, par une absence de masse critique de l'information scientifique disponible sur le Web et un manque de visibilité (Clément, C., 2000). Les conclusions des premières études d'usages, du reste peu nombreuses, montrent que les usages démarrent lentement et progressivement. L'intégration importante d'Internet et de la messagerie est le moteur de ce démarrage progressif.

Toutefois, sur notre terrain, nous n'avons pas pu confirmer ce constat. Peu de matière a été livrée par les responsables des services de PEB des sections LSHS. Leur méconnaissance, leur

---

<sup>12</sup>. (<http://www.jstor.org/bibliography.htm#97> [2004]).

ignorance et parfois leur désintérêt pour le contexte numérique ont été notés de manière transversale. Seules les BU CADIST ont pu apporter un éclairage différent. L'analyse de nos entretiens révèle des responsables de services souvent préoccupés, parfois intéressés par la dématérialisation des documents mais très peu concernés.

En outre, l'offre a été peu médiatisée par les bibliothèques, ce qui n'a pas permis d'entrevoir les bouleversements observés en STM. Ceci se confirme par le rapport ministériel Kosmos sur les sites Web (Ministère de la Recherche, 2000) des universités françaises qui note un déficit dans les sections LSHS. Ceci explique également l'appréciation des portails thématiques spécialisés qui permettent de rassembler en un seul point, des ressources dispersées et *a priori* peu visibles.

À partir de 1999-2000, les études montrent une croissance des usages en quantité (des usages plus nombreux) et en qualité (des usages plus diversifiés). Elle se cristallise autour des articles numérisés ; l'intérêt et l'impact des projets de numérisation rétrospective tels que MUSE et JSTOR sont significatifs. Ce phénomène se renforce d'autant plus que les chercheurs ont recours à une documentation rétrospective, déjà validée, dont la qualité scientifique n'est plus à démontrer.

Il ressort que le facteur social est lié au facteur économique de l'offre. L'inertie des pratiques des chercheurs est liée à une offre peu émergente et à l'absence d'une masse critique de l'information scientifique disponible sur le Web (Clément, C., 2000). Nous pouvons aussi avancer que le contraire se confirme également : le retard de l'offre s'explique par le désintérêt des grands éditeurs commerciaux pour ces disciplines peu porteuses d'enjeux commerciaux et économiques, et cela en raison des usages limités du public des chercheurs. Les petits éditeurs, pour leur part, sont retardés par l'insuffisance de leurs moyens.

### **Les sections DSEG**

De plus en plus nombreux à aller vers Internet, les usagers des sections DSEG sont moins à l'aise avec ce média si l'on venait à les comparer à leurs collègues des sciences et de la santé : leurs réticences sont d'ailleurs symptomatiques d'une inadéquation de la technique à leurs pratiques, cela est particulièrement le cas pour les juristes (Guthrie, K., 2001). En cela, les publics DSEG rejoignent les publics STM aux débuts de l'offre de ressources en ligne. Les usages restreints sont corollaires à la modestie de l'offre. D'ailleurs, toujours en comparaison aux STM, les études d'usages dans ces domaines sont limitées en étendue et en quantité.

L'intérêt de plus en plus marqué du public des sections DSEG pour les bases de données sur Cd-Rom puis en ligne (avec une mise à jour régulière) telles que Francis, MLA, Doc-Thèses, EconLit, etc. a contribué à la découverte d'une offre documentaire non disponible dans les murs de la bibliothèque, mais qui le devenait par le biais des prestations de la fourniture de documents.

En outre, les bibliothécaires ont noté une certaine aisance chez ces usagers quant à l'utilisation de ces outils et à la formulation de leurs demandes. Cela a eu pour conséquence l'augmentation des flux de fourniture de documents. Les usagers sont devenus davantage demandeurs d'une information récente, et le périodique, principalement anglo-saxon (Melot, A., 2002), est devenu un outil de travail tout aussi privilégié que les ouvrages ou les thèses. L'amplification des flux des activités des services de PEB s'est d'abord inscrite dans une dynamique qui repose sur des besoins développés et des usages en construction autour des bases de données en ligne.

En 1999 et 2000, la croissance de l'offre des ressources en ligne rencontre la croissance des usages. Cette croissance se confirme sur notre terrain où les responsables des services de PEB qui accompagnent leurs publics à l'utilisation des ressources en ligne notent qu'ils y sont réactifs. D'après une étude récente (Perol-Isaacson, D., 2002) réalisée sur un échantillon d'enseignants-chercheurs et doctorants à la BU Dauphine, CADIST Sciences économiques, ces ressources disponibles correspondent davantage à leurs besoins de recherche et à leur idée de la consultation, c'est-à-dire à partir de leur poste de travail. Les auteurs de l'étude soulignent que ces ressources, principalement des bases de données en ligne, « reproduisent plus ou moins sous forme électronique la démarche documentaire qui a précédé l'Internet ».

Cela dit, il est important d'introduire une nuance. Cette réactivité est soulignée principalement pour les usagers des sciences économiques, de la gestion et des finances pour qui les conclusions des études d'usages laissent même envisager un passage au tout électronique. Pour les usagers juristes, il est primordial de pondérer le constat car ils restent pour les besoins de leurs disciplines encore liés à la documentation papier rétrospective, et sous forme de monographie. À ce propos, en droit, du fait des besoins en ouvrages français, édités par des éditeurs nationaux, il est difficile de négocier car les éditeurs sont conscients de leur pouvoir et d'une certaine façon de leur monopole (Polity, Y., 2001).

## **Évolution des activités des services de PEB de 1995 à 1999, par section**

### **Évolution dans les sections STM**

Les figures 2 et 3 représentent respectivement l'évolution des activités des services de PEB dans les sections Santé et Sciences Techniques. À l'instar de la figure 1, elles montrent que les activités des services de PEB de ces sections ont connu, sur la même période, le même phénomène de décroissance au niveau national.

La baisse dans les sections STM intervient dès 1995. Nous sommes en droit de supposer que la disparition de la franchise postale a pu contribuer à cette baisse. Mais considérant que la



proportion du prêt entre bibliothèques dans les activités des services STM est de 20 %, cette contribution reste marginale. Les données recueillies directement auprès des professionnels et des ESGBU révèlent que la baisse observée est principalement celle de la fourniture de documents. Quant à elle, l'activité de prêt entre bibliothèques, minoritaire, est restée relativement stable. Compte tenu du fait que les services de PEB des sections STM comptabilisent les flux les plus importants du réseau, la baisse conséquente de la fourniture de documents a donc, dans une large mesure, entraîné la baisse nationale. Ainsi, il nous paraît cohérent d'avancer que les critères identifiés pour expliquer la baisse globale concourent à expliquer la baisse dans les sections STM.

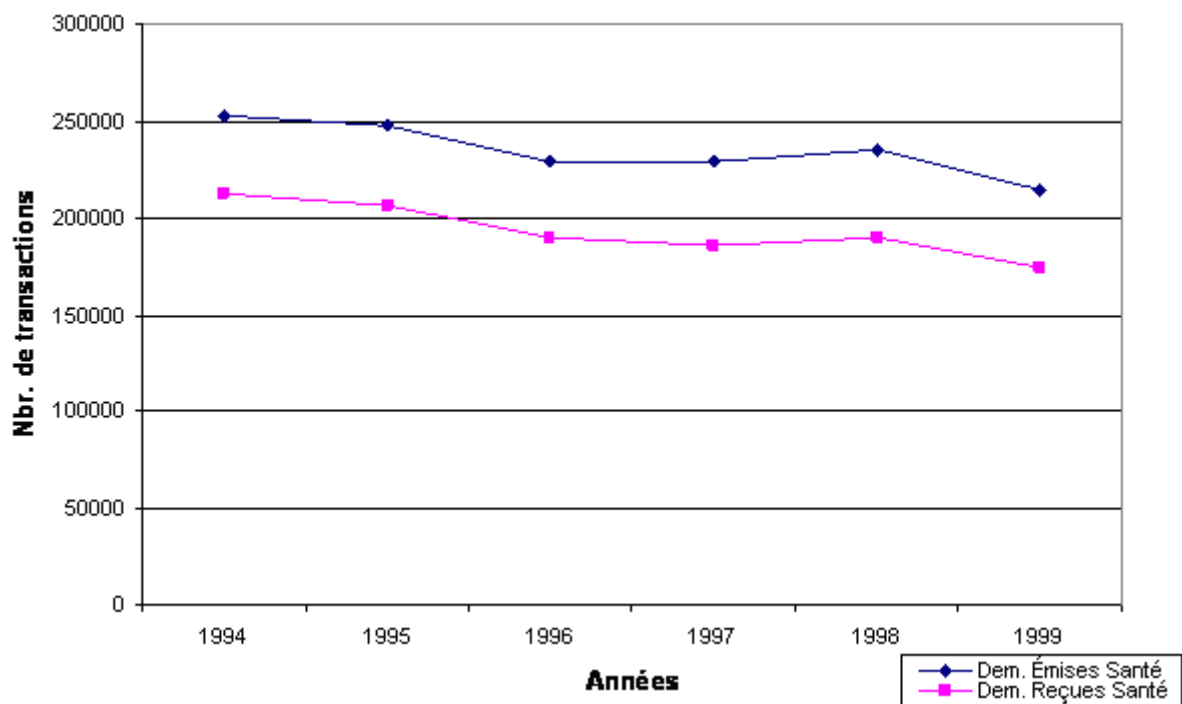


Figure 2 : Évolution des activités des services de PEB dans les sections Santé, de 1994 à 1999

La disponibilité progressive et croissante de la presse périodique scientifique sur le Web qui correspond à la période de la baisse que nous analysons, semble donc symptomatique d'un détournement des usagers vers d'autres moyens d'accès directs à la documentation scientifique. Certains professionnels ont même envisagé le déclin du service, tandis que d'autres ont tenté de réfléchir à sa réorientation vers un service de proximité. Cependant, les avis restent partagés. Le service du PEB reste l'unique moyen d'accès à la documentation rétrospective qui continue à faire l'objet d'une demande.

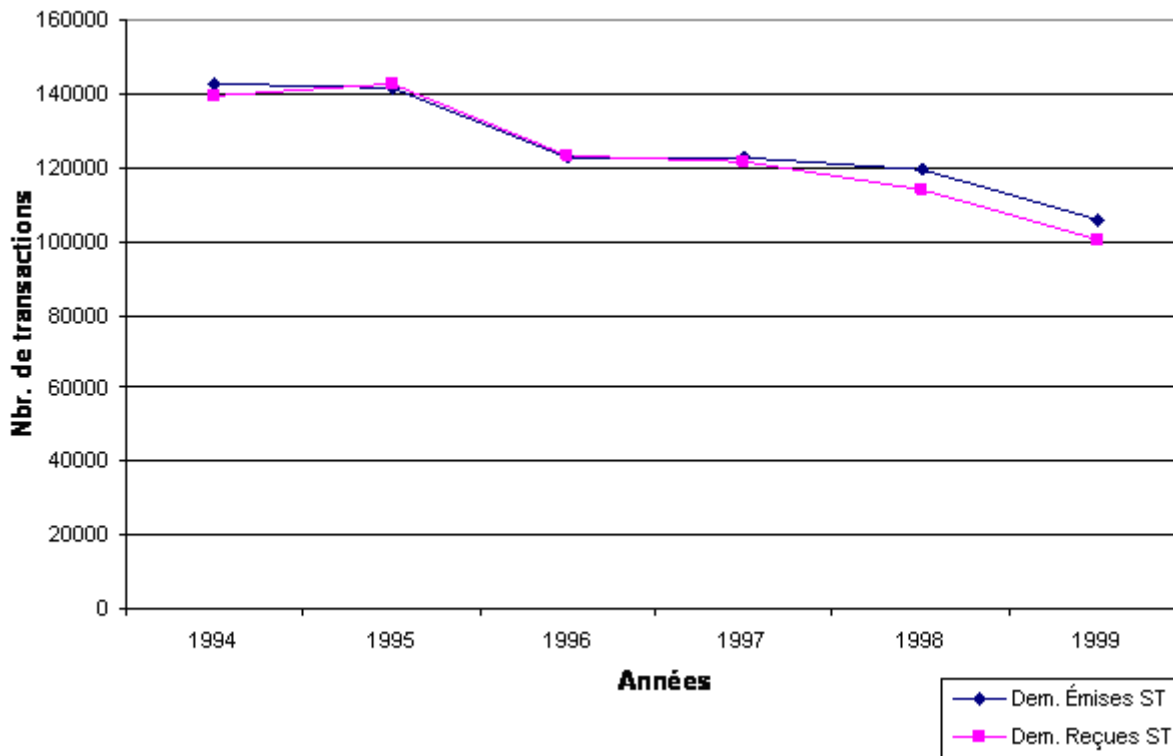


Figure 3 : Évolution des activités des services de PEB dans les sections Sciences et Techniques, de 1994 à 1999

Par ailleurs, les entretiens menés dans ces sections révèlent une augmentation du pourcentage de la fourniture de documents dans le total des flux. Alors que la baisse des activités se confirme, l'activité de fourniture de documents devient quasi totale. Nous ne disposons pas encore de chiffres confirmant ce phénomène ; les entretiens sont les uniques témoins de cette augmentation.

#### Évolution dans les sections LSHS

La figure 4, ci-dessous, permet d'observer l'évolution des activités des services de PEB dans les sections LSHS de 1994 à 1999.

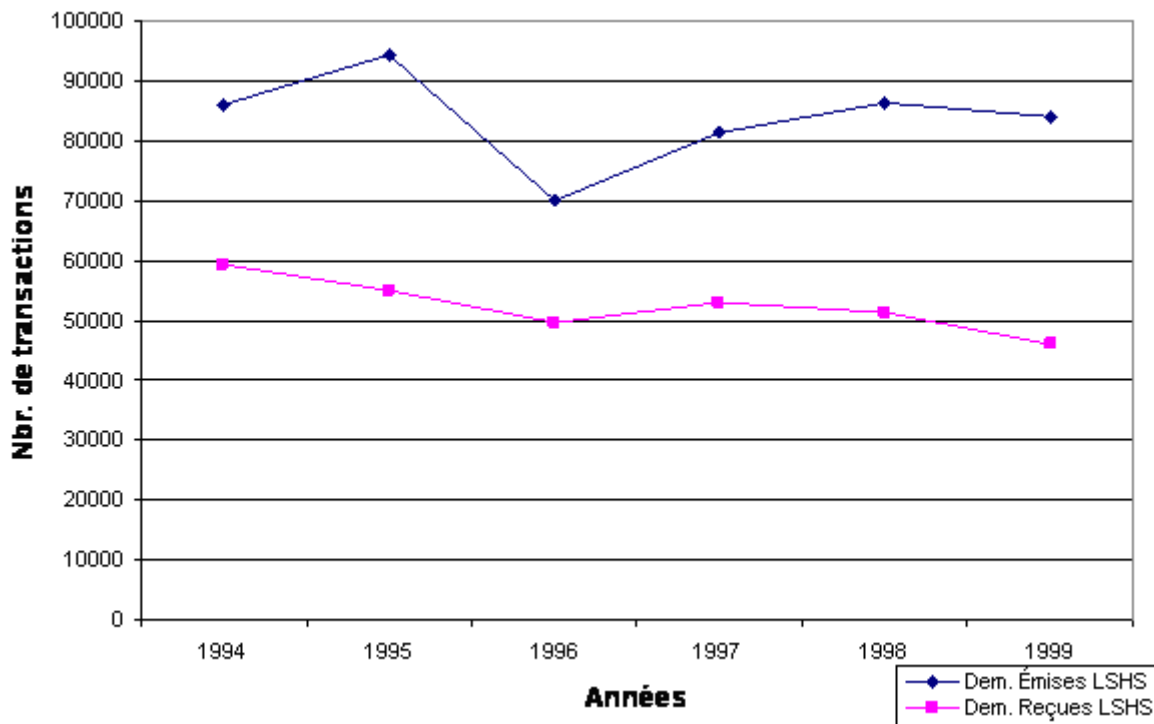


Figure 4 : Évolution des activités des services de PEB dans les sections LSHS, de 1994 à 1999

L'observation de la figure 4 nous permet de retrouver l'impact de la suppression de la franchise postale survenue en 1996 : les reçues en LSHS accusent une baisse marquée. En effet, comme nous l'avons souligné plus haut, pour les publics des sections LSHS, les monographies représentent la source principale d'information ; les articles de périodiques ont un rôle moins important. C'est pourquoi, de manière prévisible, les monographies, y compris anciennes, et les thèses, constituent les documents les plus demandés par les publics. La courbe des demandes émises s'infléchit également sous le coup de la disparition de la franchise postale, mais de manière beaucoup plus progressive.

Après 1996, les activités augmentent. Les services de PEB de ces sections, doivent ce « renflouement » à la subvention du Ministère, spécifiquement allouée aux prêts<sup>13</sup>. En revanche, entre 1996 et 1999, on observe nettement que l'évolution des activités marque une stagnation. Elle s'oriente vers une stabilisation.

#### Évolution dans les sections DSEG

La figure 5, ci-dessous, représente l'évolution des activités des services de PEB dans les sections DSEG.

<sup>13</sup>. Les autres sections du réseau ont également bénéficié de cette subvention. Les retours de cette subvention sur l'activité du PEB sont contrastés, selon les sections. Nous invitons le lecteur à s'y référer dans les autres chapitres, IV et VI.

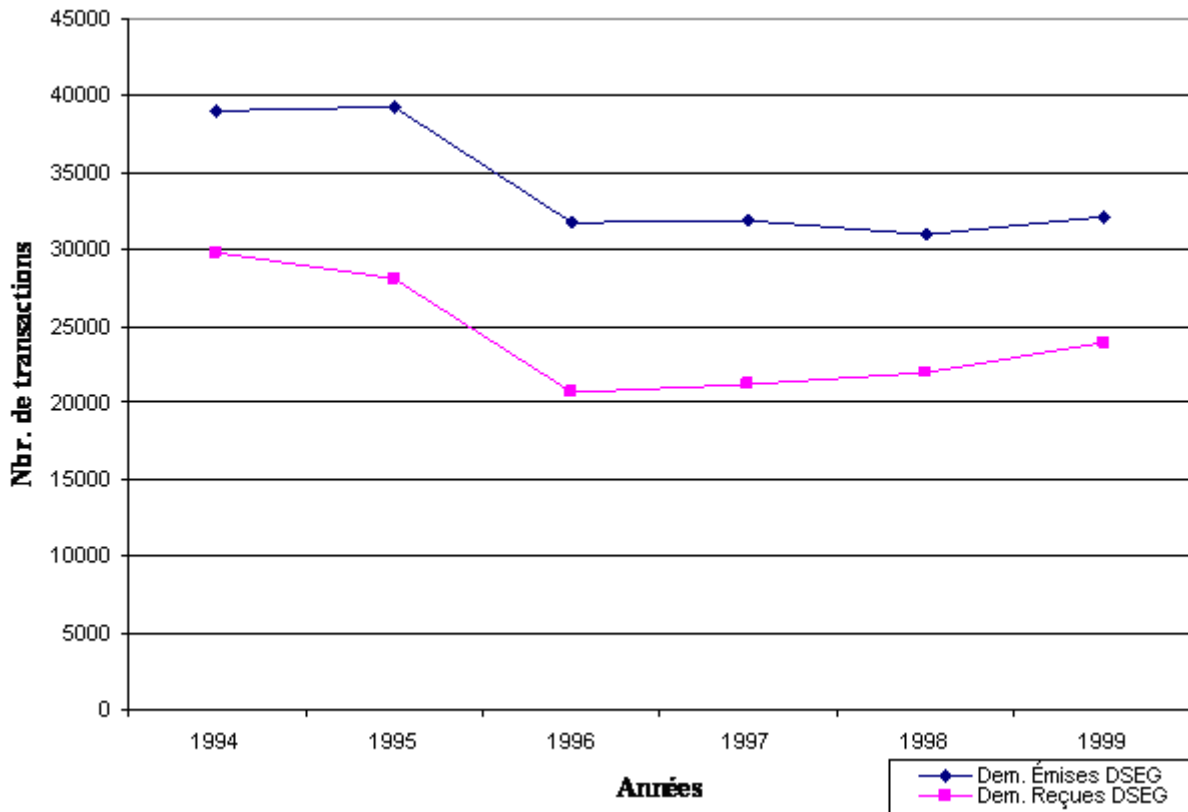


Figure 5 : Évolution des activités des services de PEB dans les sections DSEG, de 1994 à 1999

L'évolution dans ces sections, à contre-courant de l'évolution nationale est marquée par deux périodes :

La première période (de 94 à 96) est celle d'une baisse, à la fois des demandes émises et des demandes reçues, survenue en 1996 que nous expliquons par l'impact de la disparition de la franchise postale dans les BU. À partir de cette observation on peut mesurer l'importance des prêts dans les services de PEB des sections DSEG. En effet, jusqu'en 1996, les prêts d'ouvrages étaient gratuits ; après la disparition de la franchise postale, ils sont passés directement à une fourchette de prix entre 10 et 50 FF et cela dans tout le réseau universitaire. Cette fourchette est considérable pour un usager dont la documentation n'est pas toujours financée par son laboratoire de recherche. Le tarif devient encore plus important si l'on considère que les usagers des sections DSEG ont souvent recours à l'activité du prêt entre bibliothèques, en raison de la place que tient la monographie, l'ouvrage de thèse et le traité de droit dans la documentation recherchée. Ceci concourt donc à expliquer la baisse. En cela, l'évolution des activités des services de PEB dans les sections DSEG suit la même évolution que celle de l'évolution globale.

La seconde période de la courbe (1996-1999) est celle d'une augmentation (demandes émises demandes reçues) sensible et régulière. L'élan que prend cette augmentation ne permet pas

de déceler des signes de ralentissement. Cette augmentation est intéressante car elle intervient à une période où les ressources électroniques du domaine s'intègrent aux fonds des bibliothèques.

Un plus grand accès aux bases de données a permis d'amplifier le rythme des transactions de fourniture de documents. Tandis que les tarifs de consultations des bases de données en ligne diminuaient, le rythme des transactions augmentait. Cette croissance s'est renforcée grâce à une offre de bases de données plus riche et à une souplesse d'utilisation obtenue avec les technologies client-serveurs.

## **Collections papiers *versus* collections électroniques**

Dans ce qui a précédé, nous avons fait converger deux variables : l'intégration de collections électroniques dans les fonds de BU, leur appropriation par les publics de ces BU. Notre but a été d'utiliser cette convergence pour mieux comprendre l'évolution des activités des services de PEB, et par là même, la pertinence des collections papiers pour les usagers.

### **Les indices d'une complémentarité**

Malgré les inégalités d'intégration dans les fonds des BU françaises, les inégalités d'intégration par les usagers des différentes sections et malgré l'évolution contrastée des activités des services de PEB, nous pouvons avancer que globalement, la pertinence des collections papiers se maintient dans toutes les sections du réseau universitaire français. Les collections électroniques ne semblent donc pas se positionner comme des fonds concurrents aux fonds papiers.

En même temps, les entretiens menés sur notre terrain montrent que l'intégration des ressources électroniques semble avoir stimulé la fourniture de documents dans les quatre sections du réseau. Cette croissance demanderait à être vérifiée par des chiffres. En l'absence de ces données, l'interprétation que nous proposons, dans les limites de son cadre d'analyse, s'appuie sur trois facteurs :

- Le premier facteur, est celui du face à face de la notion de collection papier avec celle de la collection électronique. La première est à la base du savoir-faire bibliothéconomique qui consiste à sélectionner, acquérir et traiter des documents individuels pour les intégrer dans une collection organisée et cohérente, destinée à un public d'usager. La seconde comprend le portefeuille d'un éditeur, voir de plusieurs éditeurs, négociés au meilleur prix et pour l'usage le plus large, dans le cadre d'une licence d'accès. Dans ce face à face, le savoir-faire des bibliothèques de constituer des collections destinées à des catégories d'usagers s'efface au

profit d'une acquisition intégrale du portefeuille de l'éditeur, des « *big deals* », destinés à tous.

- Le deuxième facteur qui découle du premier est une activité de recherche d'information interdisciplinaire et rétrospective qui se révèle lors de nos entretiens. En effet, la couverture de Couperin a conduit à un élargissement considérable du champ de la recherche bibliographique. L'accès élargi aux références bibliographiques internationales, la possibilité de faire des recherches rétrospectives et/ou croisées, de les archiver, la rapidité d'accès et les liens entre les articles a été d'un apport sans précédent pour les usagers. Ils exprimeraient une demande plus importante, et plus interdisciplinaire. De même, ils ne se cantonneraient plus à leurs titres habituels et feraient preuve de curiosité dans les disciplines connexes aux leurs. Ils décroissent donc leurs recherches bibliographiques qui étendent leur corpus documentaire à de nouvelles références. Or, l'offre de Couperin est large mais manque encore de profondeur. Les chercheurs sont donc appelés à piocher dans les fonds rétrospectifs, papiers. Ceci favorise donc la croissance de la fourniture de documents.
- Le troisième facteur est celui de la banalisation des bases de données bibliographiques et à texte intégral, tous domaines confondus. Ces bases de données, accessibles en ligne et donc depuis le bureau du chercheur, ont permis à ces derniers de renouveler leurs ambitions de recherche documentaire. Les usagers des sections STM « rôdés » à des bases « traditionnelles » découvrent de nouveaux produits avec de nouvelles possibilités de recherche. Les usagers des sections DSEG et LSHS, pour une partie d'entre eux, découvrent les possibilités de recherche et de lecture de bases de données en ligne, avec possibilité d'impression de leurs documents. Les usagers découvrent donc une documentation courante, acquise dans le cadre des consortiums auxquels participent leurs bibliothèques, mais également une documentation rétrospective qui les renvoie aux collections papiers du réseau des BU.

Comme nous l'avons souligné plus haut, ces éléments de réponse demanderaient bien sûr à être approfondis et vérifiés par des données chiffrées. De récents contacts avec l'ABES, dans le cadre d'un groupe de travail AURA<sup>14</sup>, permettraient prochainement de vérifier ce que nous avançons.

---

<sup>14</sup>. Association du réseau des établissements utilisateurs de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur.

## Conclusion

L'intégration de ressources électroniques (périodiques, bases de données...) dans les fonds des BU françaises a été porteuse d'enjeux importants pour la continuité de leur rôle et de leurs fonds.

L'analyse de notre terrain révèle que les publics des différentes sections universitaires ont montré une appropriation contrastée mais progressive des ressources électroniques. De même, nous avons pu observer de manière transversale au réseau des BU que l'intégration des ressources électroniques semble avoir donné plus de visibilité aux ressources papiers.

Plutôt qu'un seul cycle de vie, il existe plusieurs cycles de vies des documents : les STM reviennent au papier en s'ouvrant sur l'interdisciplinarité et sur les fonds rétrospectifs pour élargir le champ de la recherche ; les sciences économiques et la gestion renforcent leurs pratiques informatives sur les articles de périodiques grâce à des bases de données en ligne ; enfin, les LSHS apprécient la possibilité de consulter à distance des fonds rétrospectifs – quelquefois patrimoniaux – numérisés au même titre qu'elles commencent à apprécier la consultation en ligne de périodiques courants.

En outre, en mettant en complémentarité des collections électroniques et des collections papiers, l'allongement dans le cycle de vie des documents papiers, tous domaines confondus se confirme. Il bouleverse les pratiques traditionnelles de consultation papiers. Il permet aussi d'appréhender la consultation des collections traditionnelles de manière plus approfondie et plus complète. Par ce biais, la charge intellectuelle d'orientation que représente toute collection est soulignée. C'est la réalisation entière du rôle d'une collection.

## Glossaire

ABES : Agence Bibliographique de l'Enseignement Supérieur.

AURA : Association du réseau des établissements utilisateurs de l'Agence Bibliographique de l'enseignement supérieur

BU : Bibliothèque Universitaire.

CADIST : Centre d'Acquisition et de Diffusion de l'Information Scientifique et Technique.

COUPERIN : Consortium Universitaire de Périodiques Numériques.

DSEG : Droit, Sciences Economiques, Gestion.

ESGBU : Enquête Statistique Générale des Bibliothèques Universitaires.

IST : Information Scientifique et Technique.

LSHS : Lettres, Sciences Humaines et Sociales.

OCLC : Online Computer Library Center.

PEB : services de Prêt Entre Bibliothèques.

SCD : Service Commun de Documentation.

SUDOC : Système Universitaire de Documentation.

## Bibliographie

BOUKACEM, C., *Du prêt entre bibliothèques à la bibliothèque virtuelle : une évolution contrastée des bibliothèques universitaires françaises selon la discipline*, sous la direction de Jean-Michel Salaün. Université Lyon 2, mai 2004.

BROWN, D.- J., *Electronic publishing and libraries: planning for the impact and growth to 2003*, Bowker Saur, 1996, 200 p.

CHARTRON, G., *Les chercheurs et la documentation numérique : nouveaux services et usages*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2002, 268 p.

CLÉMENT, C., BONVIN, M., *Les périodiques électroniques en sciences humaines et sociales : analyse de l'offre et test de catalogage sur VTLS à la bibliothèque de Lausanne-Dorigny*, 2000, <<http://www.unil.ch/bcu>> [février 2007].

De BRITO, M., *Rapport pour la région Rhône-Alpes : Les périodiques francophones et les modèles numériques : une analyse comparative des indicateurs bibliographiques internationaux*, Novembre 2001.

FRESCHARD, C., OKRET, C., « La documentation électronique : État des lieux et perspectives de développement dans les bibliothèques des établissements d'enseignement supérieur français », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1999, n°4, p. 62-65, <<http://bbf.enssib.fr>> [février 2007].

GUICHARD, É., *Comprendre les usages de l'Internet*, Presses de l'École Normale Supérieure, 2001, 169 p.

GUTHRIE, K., « What do faculty think of electronic resources », *ALA participants' Meeting*, juin 2001. <<http://www.ariadne.ac.uk/issue24/jstor>> [février 2007].

LEPEUTREC, C., *Les nouvelles revues francophones exclusivement numériques en sciences humaines et sociales*, Juin 2000, <<http://www.ext.upmc.fr/urfist/revueshs/newrev.htm>> [février 2007].

MAHÉ, A., *La Communication scientifique en (r)évolution : l'intégration des revues électroniques dans les pratiques informationnelles des chercheurs en sciences de la nature comme révélateur des mutations*



*du modèle traditionnel de la communication scientifique*, (Soutenue le 16 décembre 2002), <[http://www.enssib.fr/article2.php?id\\_cat=76&idx=37&cat=La+biblioth%E8que](http://www.enssib.fr/article2.php?id_cat=76&idx=37&cat=La+biblioth%E8que)> [février 2007].

MELOT, A., « Quelques réflexions sur l'évolution de l'offre éditoriale et des pratiques informationnelles des chercheurs dans une école de commerce : le Groupe HEC », Chartron, G. (dir.), *Les chercheurs et la documentation numérique : nouveaux services et usages*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2001, 268 p.

Ministère de l'Éducation nationale et de la Recherche scientifique, *Annuaire des bibliothèques Universitaires : Résultats de l'enquête statistique générale auprès des bibliothèques universitaires*, MENRS-SDB, 1988-2000.

Ministère de la recherche, *Étude des sites web des universités* (juin 2000) : étude Kosmos, <<http://www.educnet.education.fr/chrgrt/web-u2000.doc>> [février 2007].

MUET, F., « Services et revues électroniques dans l'enseignement supérieur : Synthèse de quelques enquêtes récentes sur les usages », *Bulletin des bibliothèques de France*, 1999, n°5, p. 18-23, <<http://bbf.enssib.fr>> [février 2007].

MURPHY, A., « JSTOR usage », <<http://www.ariadne.ac.uk/issue24/jstor/>> [février 2007].

Van DOOREN, B., Rapport Van Dooren : *Bibliothèques universitaires et nouvelles technologies*, Juin 1999. <<http://www.education.gouv.fr/cid1927/bibliotheques-universitaires-et-nouvelles-technologies.html>> [février 2007].

OKRET-MANVILLE, C., « Le développement du numérique : un facteur d'intégration des bibliothèques dans les établissements d'enseignement supérieur », in Chartron, G. (dir.), *Les chercheurs et la documentation numérique : nouveaux services et usages*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2001, 268 p.

PERNOO-BECCACHE, M., « L'émergence des études littéraires françaises sur Internet », Chartron, G. (dir.), *Les chercheurs et la documentation numérique : nouveaux services et usages*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2001, 268 p.

PÉROL-ISAACSON, D., LAMY-FAURE, C., SABATIER, I., « Entre tradition et innovation : les pratiques documentaires des chercheurs en économie gestion », Chartron, G. (dir.), *Les chercheurs et la documentation numérique : nouveaux services et usages*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2001. 268 p.

POLITY, Y., CARTELLIER, D., « Les éditeurs français ou francophones et le Web », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2001, n°1, p. 24-31, <<http://bbf.enssib.fr>> [février 2007].

SALAÜN, J.-M., (dir.), *Économie et bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 1997, 234 p.

SALAÜN, J.-M., MUET, F., *Stratégie marketing des services d'information*, Paris, Éditions du Cercle de la librairie, 2001, 221p.

SANVILLE, T.-J., « Use of electronic journals of OhioLINK's electronic journal centre », <<http://www.ifla.org/IV/ifla67/papers/118-141e.pdf>> [février 2007].

WALFORD, L., « Full Text services: The view of a publisher », *Serials*, vol. 11, n°1, 1998, p.19-22.